

FHD Zeitung =SCF Journal = SCF Giornale

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Schweizer Soldat + FHD : unabhängige Monatszeitschrift für Armee und Kader**

Band (Jahr): **59 (1984)**

Heft 2

PDF erstellt am: **19.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

KOMMENTAR

Wissen als Chance

Als Menschen der zweiten Hälfte des 20. Jahrhunderts müssen wir weder unsere Fantasie bemühen noch uns den von der privaten amerikanischen Fernsehgesellschaft ABC produzierten Film «The Day After» zu Gemüte führen, um uns ein Bild von einer möglichen Apokalypse, einem Weltzusammenbruch machen zu können. Für uns genügen die Wörter Hiroshima und Nagasaki sowie die Tatsache, dass heute weltweit um die 50 000 Atomsprengköpfe vorhanden sind, mit denen man 240 Milliarden Menschen, sechzigmal die Weltbevölkerung, umbringen könnte.

Auch brauchen wir spätestens seit dem Zweiten Weltkrieg weder Fantasie noch einen Film wie «Holocaust», um uns darüber klar zu werden, welch grenzenloser Grausamkeit der Mensch seinem eigenen Geschlecht gegenüber fähig ist. Unzählige Dokumente zeugen von der erbarmungslosen Verfolgung und dem Massenmord an der jüdischen Bevölkerung in Hitler-

Deutschland und sind Anklage und Mahnung zugleich.

Wir verfügen also heute über ein Wissen, das viele Menschen nicht zu Unrecht verängstigt und immer wieder an den Rand der Resignation treibt. Ein Wissen aber auch, dessen sich eiskalte Geschäftsleute und skrupellose Elemente hemmungslos bedienen, um ihre Ware besser verkaufen zu können. Oder wie ist das zum Beispiel mit dem Streifen «Am Tag danach» und den Beauftragten der «Gruppe Schweiz ohne Armee», die im Foyer des Kinos, wo dieser Film lief, ihre Flugblätter verteilten? Kam der Katastrophenfilm, als er am 20. November 1983 in Amerika über den Sender lief und bald danach auch in unseren Kinos Premiere feierte, nicht just zur rechten Zeit? Waren da nicht die neueste Nachrüstungs- und Friedensdebatte in Gang, die ersten Pershing-2-Raketen in der Bundesrepublik Deutschland installiert und die Abrüstungsgespräche in Genf abrupt abgebrochen worden? Und gäbe es eine bessere Gelegenheit als einen

solchen Kinoschocker, um eine Propagandaaktion gegen den Zivilschutz und die Schweizer Armee und für einen Einsatz zugunsten der Armeeeab-schaffungsinitiative zu lancieren?

Das menschliche Wissen ist im Laufe der Jahrtausende zu wunderbarem und zugleich schmerzlichem Umfang angewachsen. Nur, ist die menschliche Moral mitgewachsen? Zweifel daran sind nicht nur erlaubt, sondern geradezu geboten. Denn offenbart sich nicht im Kleinen, wie im Grossen immer noch mit archaischen Mitteln und Taktiken operiert wird? In einem radikal veränderten Umfeld vermag das Handeln mit dem Wissen immer noch nicht Schritt zu halten. Darum gilt es, sich von Angst und Furcht nicht lähmen zu lassen, nicht das Opfer immer wieder derselben Praktiken und umstürzlerischen Ideen zu werden und unser umfassendes Wissen mit viel Geduld und Geradlinigkeit zur Basis eines neuen menschlicheren Denkens werden zu lassen.

Rosy Gysler-Schöni

A Washington, le lieutenant-colonel français est une femme



Seuls les Américains ne sont pas surpris parce que leur attaché militaire de l'ambassade US à Paris est une femme depuis longtemps. Mais les ambassadeurs et les diplomates

en poste à Washington ont été surpris par la nomination de Mme Monique Olivier, 54 ans, au poste d'attaché militaire de l'ambassade de France. Notre vieux continent n'avait pas habité le nouveau monde à ces «événements»!

Et pourtant Mme Olivier vient de prendre ses fonctions dans un bureau où l'on sent

qu'elle n'a pas eu le temps d'apporter sa touche personnelle. Epauettes brillantes et cheveux châtons roux Mme Monique Olivier fait déjà sensation à Washington où elle reconnaît que son arrivée a provoqué quelques remous.

Pourtant elle devrait y être habituée depuis qu'elle est dans l'armée. Chaque nouvelle nomination demande à ses subordonnés un temps d'adaptation. Diable, obéir à une femme!

Monique est entrée à l'armée en 1952. Fille et petite-fille d'officier, elle avait d'abord choisi une carrière universitaire, puis de professeur d'anglais qu'elle n'a pas assumée longtemps, à peine trois années. Il est vrai qu'une nomination au Shape (quartier général des forces alliées en Europe) valait tous les collègues de Fran-

ce. Puis ce fut une école de langues pour jeunes officiers où elle avait une quinzaine de professeurs sous ses ordres et enfin cette nomination qui consacre une carrière bien remplie.

Quels sont les centres d'intérêts de Monique quand elle n'est pas en uniforme? Les voyages!

Que pense-t-elle de sa nomination? «J'espère donner aux femmes le goût et le désir de défendre leur pays!»

Photo: Robert Tripett, Sipa Press

Le vrai mensonge, c'est l'ignorance qui est dans l'âme de l'homme trompé.

Platon

La «Jeanne» se féminise

La première femme officier à bord
d'un navire de guerre

Pour la première fois en France, une femme vient d'occuper à bord d'un navire de la Marine Nationale un poste à hautes responsabilités: à 33 ans, petite, blonde, l'œil bleu, souriante, Melle Dominique Roux a en effet embarqué au mois de novembre 1983 à Brest à bord de la «Jeanne d'Arc», navire porte-hélicoptères, bâtiment-école des officiers, pour y occuper les fonctions de chef du cabinet du Commandant, le commandant Bonnot.

L'officier féminin de première classe Roux, c'est son grade, devra opérer à ce poste comme n'importe quel chef de cabinet: veiller aux déplacements, aux rendez-vous, à l'emploi du temps, aux réceptions, lors des escales du commandant. A leur bon ordonnancement. Car la «Jeanne», navire prestigieux s'il en est, accomplit chaque année autour du monde une mission d'instruction des officiers qui se double d'une mission plus politique de représentation de la France à l'étranger. Le ministère des Relations Extérieures établit d'ailleurs chaque année avec la Marine Nationale le programme des escales de la «Jeanne».

Si ce navire, symbole de la Marine Nationale, a déjà reçu la visite de femme à bord, de médecins notamment, jamais encore aucune femme n'avait occupé un poste d'encadrement sur ce bâtiment long de 180 mètres et qui compte à son bord, plus de 700 hommes, dont 31 officiers et 400 hommes d'équipage.

Cette «première» s'inscrit dans la politique de féminisation des armées annoncée en début de l'année passée par M. Charles Hernu, ministre de la Défense, et qui devrait atteindre 5% des effectifs dans la Marine d'ici à 10 ans.

Elle est surtout tentée au titre d'«expérimentation d'embarquement» précise-t-on au service d'information et de relations publiques des armées (S.I.R.P.A.). Une expérience sur cinq ans qui, si elle s'avère concluante, pourrait servir de modèle à des embarquements futurs.

«Je ne me cache pas les difficultés de la tâche qui m'attend mais je suis persuadée que tout se passera bien», a déclaré Dominique Roux à l'A.C.P. avant d'embarquer.

«Rien ne me destinait à embrasser la carrière militaire. A fortiori à entrer dans la

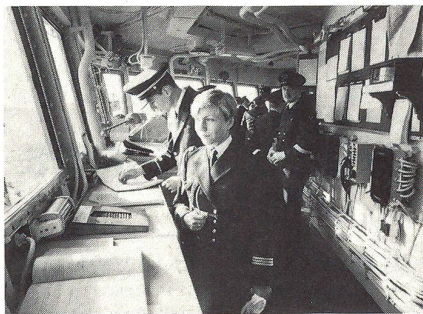


Photo: Alain Mingam/Gamma

Marine Nationale. Je ne suis pas issue d'une famille de militaires, ni de marins, je suis de souche lyonnaise».

Le hasard seul a déterminé ce qui est aujourd'hui un engagement: Dominique Roux, jeune licenciée en histoire, cherche un emploi à Paris. Elle entre comme documentaliste au ministère de la Marine. C'était il y a dix ans. A un moment où les carrières militaires commencent de s'entrouvrir aux femmes. Intéressée par l'expérience, Dominique Roux prend le pari, obtient des galons, puis entre à la direction des personnels de la Marine, et au bureau de formation. Quand il est question d'oser passer sur le terrain, c'est-à-dire à la mer, elle est volontaire.

«Je suis une femme, pas spécialement

une suffragette. J'imagine que certains hommes à bord, surtout ceux que je commanderai, pourront être surpris, au départ, de se trouver face à une femme, mais je suis assez optimiste sur les résultats».

Poigne de fer dans un gant de velours? Dominique Roux sait aussi qu'elle sera «discrètement» observée par ses collègues officiers masculins. Mais là encore elle prend le pari de la réussite de l'expérience.

«Le plus dur sera le métier lui-même. Etre sous les Tropiques et ne devoir s'occuper que de régler emplois du temps et réceptions. Ne pas oublier d'envoyer un seul petit carton. Faire escale aux Iles Françaises et ne pas pouvoir rêver sous les cocotiers», dit-elle non sans humour.

De fait l'expérience la passionne. Parce que c'est une gagnante.

«Il est vrai aussi que si j'étais mère de famille je n'aurais peut-être pas pu tenter cette aventure qui va me tenir éloignée de chez moi pendant un an», reconnaît Dominique Roux.

En attendant, comme l'embarquement ne s'improvise pas, elle a fait des stages intensifs à la mer, près de Cherbourg.

Appris à lutter contre les voies d'eau, et surtout le feu, le pire fléau qui puisse se déclarer à bord. Pour être un marin comme les autres.

Mit der Migros



Abteilung Presse und Funkspruch

Einteilung künftig auch für Frauen ohne EinfK als FHD möglich

gy Wie das Eid Justiz- und Polizeidepartement mitteilt, hat der Bundesrat die Verordnung über die Abteilung Presse und Funkspruch (APF) dahingehend geändert, dass in Zukunft Schweizerinnen und Schweizer, die sich freiwillig zur Verfügung stellen und über besondere Fachkenntnisse verfügen, ohne die entsprechenden Einführungskurse als FHD bzw. Hilfsdienstpflichtige in diesen Armeestabsteil eingeteilt werden können. Die Beförderung von solchem Fachpersonal zu Funktionsstufen soll zudem ohne das Bestehen von Kaderkursen möglich sein. Diese Änderungen erleichtern die Einteilung von Freiwilligen, Frauen und nichtmilitärdienstpflichtigen Männern unter gleichen Bedingungen. Sie traten am 1. Februar 1984 in Kraft.

Laut Fürsprecher Schneider vom EJPD war es bisher beinahe unmöglich, Frauen für eine freiwillige Mitarbeit in der APF zu gewinnen. Nicht mangelndes Interesse, sondern der für eine Einteilung unumgängliche vierwöchige Einführungskurs als FHD einer beliebigen Gattung wäre da oft Grund zum Rückzug gewesen. Diese Einführungskurse seien zwar absolut in

Ordnung, doch für eine Spezialistin, die im APF-internen Kurs auch die nötige militärische Ausbildung erhalte, eben nicht sehr sinnvoll.

Heute nun können Medien- und Sprachspezialistinnen auf Antrag des EJPD und aufgrund einer sanitärischen Untersuchung ohne EinfK als FHD in die APF eingeteilt werden. Ebenso ist ihre Beförderung ohne ein vorgängiges Bestehen von Kaderkursen möglich. Dazu Herr Schneider: «Eine Beförderung hat in der APF eher den Charakter einer Belohnung für geleistete Arbeit oder dient dem Zweck, den Medienschaffenden im Umgang mit höheren Militärs mehr Gewicht zu geben.»

Ziel: mehr Frauen in der APF

Mit den Änderungen in der Verordnung über die Abteilung Presse und Funkspruch – einem Organ für die Information der Bevölkerung in Krisen- und Kriegszeiten – und einer Kampagne im Kreise der gefragten Spezialistinnen hofft man beim EJPD, vermehrt freiwillige Frauen zur Mitarbeit anregen und gewinnen zu können. Einer Mitarbeit, die nicht zuletzt als wichtiger Beitrag im Rahmen der Gesamtverteidigung bezeichnet werden kann.

deshalb die Möglichkeiten freiwilliger Ausbildung und freiwilliger Einsätze zu fördern. Das SRK erklärt sich in diesem Zusammenhang bereit, sein Ausbildungsangebot und die notwendige Infrastruktur auszubauen. Schliesslich setzt sich das Rote Kreuz für eine «gründliche und sachliche» Information der ganzen Bevölkerung über das Konzept der Gesamtverteidigung ein.

Das SRK verweist im weiteren darauf, dass im Rahmen des Koordinierten Sanitätsdienstes (KSD) bereits drei Einsatzmöglichkeiten für Frauen geboten werden: als Rotkreuzdienstangehörige (RKD), als Rotkreuzpflegehelferinnen und als Absolventinnen eines Kurses für Krankenpflege zu Hause.

Grosses Echo auf Vernehmlassung

Gemäss Auskunft der Zentralstelle für Gesamtverteidigung sind dort auf den 31.12.1983, Ende der offiziellen Vernehmlassungsfrist zum «Meyer-Bericht», tausende von Stellungnahmen eingegangen. Obschon die betroffene Stelle im angefallenen Papierberg beinahe zu versinken drohte, fehlten zu diesem Zeitpunkt noch immer die Antworten verschiedener Kantone und Parteien.

Um eine Übersicht über die zum Teil sehr differenzierten Stellungnahmen zu gewinnen, soll nun Anfang 1984 eine Praktikantin eingestellt werden, die sich im Rahmen ihres Studiums mit der Auswertung der Vernehmlassungen befassen wird. Die Auswertung werde das ganze Jahr beanspruchen, meinte H-R Schaad von der Zentralstelle.

Das überaus grosse Echo auf den Bericht hat den Stab für Gesamtverteidigung vollkommen überrascht. Die Broschüre, die aufgrund von acht Modellen – sie reichen von der Beibehaltung des Status quo bis zu einer allgemeinen Dienstpflicht ohne obligatorischen Militärdienst – die Rolle der Frauen in der Gesamtverteidigung zur Diskussion stellt, musste mehrmals nachgedruckt und in rund 22'000 Exemplaren abgegeben werden.

Vernehmlassungsbericht über die Mitwirkung der Frau in der GV

Stellungnahmen des SRK und der Samariter

Sowohl das Schweizerische Rote Kreuz als auch der Schweizerische Samariterbund sprechen sich in ihren Ende 1983 veröffentlichten Stellungnahmen zu obigem Bericht gegen ein Obligatorium aus. Beide Vereinigungen treten für einen Ausbau der bestehenden Organisationen der Gesamtverteidigung ein und unterstützen eine verstärkte Mitwirkung der Frauen in der GV auf freiwilliger Basis.

Das SRK lehnt die Modelle mit einem generellen Obligatorium für Frauen grundsätzlich ab. In Frage käme seiner Ansicht nach lediglich eine Verpflichtung für Angehörige von Berufsgruppen, deren Dienst für das Überleben wichtig ist. Das SRK erachtet indessen die heutigen Leistungen der Frauen im Rahmen der Gesamtverteidigung quantitativ als nicht genügend. Innerhalb der bestehenden Organisationen der Gesamtverteidigung seien

Freiwillige Ausbildung unterstützen

Der Samariterbund, die Dachorganisation der rund 1370 Samaritervereine, ist der Ansicht, dass unter dem Begriff Gesamtverteidigung nicht bloss Gewehr und Helm, Armee und Zivilschutz zu verstehen sind:

Es ist ebensowohl Aufgabe der Gesamtverteidigung, in Not- und Kriegszeiten durch die Aufrechterhaltung der wichtigsten Ordnungs-, Kommunikations-, Produktions- und Distributionsfunktionen das Wohlergehen der Bevölkerung zu sichern. In diesem weitgefassten Sinn haben Männer wie Frauen in gleichem Mass Verantwortung zu übernehmen. Gleiches Mass bedeutet aber nicht gleiche Form. Es geht nicht an, Frauen in von Männern für Män-

ner geschaffene Institutionen zu zwingen. Wenn es jedoch gelingt, den Frauen angepasste Einsatzmöglichkeiten zu finden, eröffnet sich für die Gesamtverteidigung ein grosses Potential.

Aus organisatorischen, finanziellen, psychologischen, nicht zuletzt aber auch aus referendumpolitischen Gründen lehnt der Samariterbund ein Obligatorium ab. Die Samariter glauben, dass durch den Ausbau der bestehenden freiwilligen Möglichkeiten der Gesamtverteidigung Genüge getan wird. Sie verweisen dabei insbesondere auf die Ausbildungsgänge des Samariterbundes in Erster Hilfe und häuslicher Krankenpflege, durch die bereits heute ein nicht zu unterschätzender Beitrag für den Koordinierten Sanitätsdienst und damit für die Gesamtverteidigung geleistet wird.

Ein Ausbildungsobligatorium ist auch aus Kostengründen abzulehnen. Realistischer ist die Forderung, dass die Eidgenossenschaft ihre Beiträge an gemeinnützige Organisationen zur Förderung der freiwilligen Ausbildung erhöht. Der Samariterbund ist überzeugt, dass damit die beschränkten Bundesmittel wirkungsvoller eingesetzt werden können.

Seit langem hat der Samariterbund Grundinformationen über den Koordinierten Sanitätsdienst in seinem Samariterkurs integriert. Ebenso macht er seine Mitglieder mit Einrichtungen und Geräten des Zivilschutzes vertraut. Die Dachorganisation ist der Ansicht, dass in dieser Richtung weitere Möglichkeiten bestehen und glaubt, dass andere Institutionen im gleichen Sinn tätig sein würden.

Weniger Auszeichnungen für Armeeingehörige

gy Die insgesamt 45 allgemeinen Auszeichnungen und Fachauszeichnungen unserer Armee sollen gemäss Grundsatzentscheid auf ganze 9 Auszeichnungen reduziert werden. Diese Massnahme soll auf 1.7.1984 in Kraft treten. Ausschlaggebend für diesen Entscheid war der Faktor Zeit bei der Durchführung der erforderlichen Prüfungen und im administrativen Bereich sowie eine nicht zu vermeidende Benachteiligung von Armeeingehörigen im Zusammenhang mit dem Erwerb bestimmter Fachauszeichnungen.

- Wasserfahrerauszeichnung für Fahrpontoniere
- Richterauszeichnung (alle Kanonen)
- Überleben im Kampf (AC und Sanität)
- Hochgebirgsauszeichnung
- Militärsportauszeichnung
- Militärsport-Wettkampfauszeichnung (durch Teilnahme an ausserdienstlichen Wehrsportveranstaltungen)

Zeitersparnis

Die allgemeinen Auszeichnungen und Fachauszeichnungen werden aufgrund besonderer Prüfungen (frühestens bei der Aushebung) verliehen. Sie werden bekanntlich über der linken Brusttasche des Waffenrocks getragen und im Dienstbüchlein aufgeführt. Die bestehenden 6 allgemeinen Auszeichnungen und 39 Fachauszeichnungen für die verschiedenen militärischen Hauptausbildungsgebiete sollen nun auf die 9 folgenden reduziert werden, nämlich:

- Schützenauszeichnung Stufe 1
- Schützenauszeichnung Stufe 2
- Pistolenauszeichnung

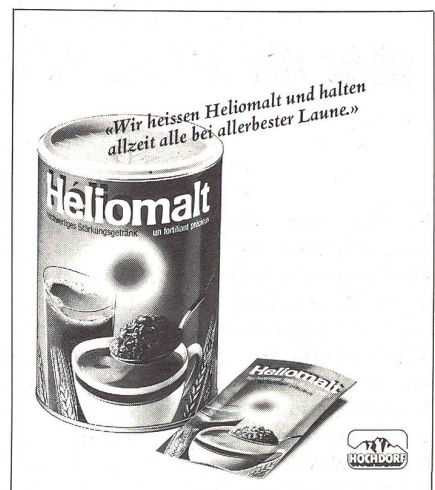
Wie Herr Flückiger von der Gruppe für Ausbildung bekanntgab, erfolgt die drastische Herabsetzung aus Zeitgründen bei der Durchführung der einzelnen Prüfungen und zur Verminderung des grossen administrativen Aufwandes im Zusammenhang mit der ständigen Anpassung der Prüfungsaufgaben an die wechselnden Verhältnisse. Ins Gewicht fiel nicht zuletzt auch die Tatsache, dass gewisse Prüfungen für Fachauszeichnungen nur auf Waffenplätzen – also nicht im WK/EK – durchgeführt werden, was bis dahin unweigerlich zu einer Benachteiligung einzelner Armeeingehöriger geführt hat. Alles weitere soll in den sich in Ausarbeitung befindenden Ausführungsbestimmungen geregelt werden.

Fünffranken-Bahnbillette auch für militärische Kaderschüler

Durch einen Beschluss des Bundesrates kommen seit 1.1.1984 nun auch die Angehörigen von Offiziers- und Unteroffizierschulen in den Genuss des Fünffranken-Einheitstarifs für Urlaubsbahnfahrten. Von dieser Massnahme können ebenfalls die Angehörigen des Hilfs- und Frauenhilfsdienstes profitieren, die in gleichgestellten Kaderkursen ausgebildet werden. Wehrmänner und weibliche Armeeingehörige in Wiederholungs- und Ergänzungskursen dagegen gehen aus Kostengründen nach wie vor leer aus.

Die verbilligten Billette können an allen Wochenenden für die Hin- und Rückfahrt nach dem eigenen Wohnort oder demjenigen der Eltern bezogen werden. Die Mehrkosten für die Ausdehnung der Billettaktion werden auf rund 850 000 Franken pro Jahr geschätzt.

Der Einheitstarif für Urlaubsfahrten in Rekrutenschulen und Einführungskursen von vier Wochen Dauer und länger wurde nach erfolgreich verlaufenen Versuchen in den Jahren 1981/82 ab 1983 definitiv eingeführt. Heute kann mit Genugtuung festgestellt werden, dass dank dieser Vergünstigung in den Rekrutenschulen eine Verdoppelung bei der Benützung der öffentlichen Verkehrsmittel erreicht wurde. Die Massnahme darf also sicher als Verminderung des Risikos von Verkehrsunfällen im Urlaub und nebenbei auch als bescheidener Beitrag im Kampf gegen die Umweltverschmutzung angesehen werden.





Streiflichter

● Mit insgesamt **fast 67 Mrd Dollar standen die Länder des Ostblocks** Ende 1982 beim Westen in der Kreide. Das geht aus einer Aufstellung des Deutschen Instituts für Wirtschaftsförderung hervor. Obwohl es dem Osten gelungen ist, seinen Schuldenberg um rund 7 Mrd Dollar abzutragen, ist er immer noch mehr als doppelt so gross wie 1975. Die mit Abstand grösste Schuldenlast tragen die Polen, nämlich 23,8 Mrd Dollar. Zweitgrösster Westschuldner ist die DDR mit 11,1 Mrd Dollar, gefolgt von der UdSSR mit 10,1 Mrd Dollar, Rumänien und Ungarn mit 9,4 bzw 7,0 Mrd Dollar. Am besten stehen die CSSR und Bulgarien da; sie haben lediglich Verpflichtungen in Höhe von 3,3 bzw. 1,8 Mrd Dollar. Der chronische Devisenmangel lässt den Ostblock-Staaten oft keine andere Wahl, als auf Pump zu kaufen. Denn auf westliche Ausrüstungen und Maschinen zur Modernisierung ihrer rückständigen Wirtschaft mögen sie nur ungern verzichten. (Globus/«Der Bund»)

● Im Jahr 1983 wurden weltweit schätzungsweise **484 Mio t Weizen** produziert. Mit 85 Mio t steht die UdSSR an der Spitze, gefolgt von der Volksrepublik China mit 75 Mio t, Westeuropa mit 71,6 Mio t und den USA mit 66,3 Mio t. Die UdSSR ist nicht nur der grösste Produzent, sondern auch der grösste Importeur: 1982/83 wurden 20 Mio t importiert. Die Schweizer Produktion betrug 1982 364 000 t, was 0,075% der Weltproduktion ausmacht. Zusätzlich musste unser Land noch 158 877 t Weizen aus dem Ausland einführen.

(«Der Bund»)

● Ein rund **4000 Jahre alter Ski** ist bei archäologischen Ausgrabungen im Raum von Pskow, im Nordwesten der Sowjetunion, entdeckt worden. Nach Angaben der sowjetischen Nachrichtenagentur Tass handelt es sich um einen der ältesten Ski-Funde überhaupt. Der in Pskow gefundene Ur-Ski weise bereits die noch heute gültige klassische Ski-Form auf. Nach allgemeinen Erkenntnissen entstammt der Ski ältestem, auf 4000 Jahre geschätztem Brauchtum. Er ist in seiner Urform bis in die Steinzeit nachweisbar und wurde besonders bei der Jagd eingesetzt. (afp)

schen Militärdienst und Zivildienst abzielt. Einer andern Lösung des Dienstverweigerungsproblems will sich die Arbeitsgemeinschaft nicht verschliessen, doch setzt dies nach ihrer Meinung eine Verwerfung der Initiative voraus.

Nein zur Zivildienstinitiative

AWM Die Zivildienstinitiative ist abzulehnen, weil sie gegen unsere Grundprinzipien verstösst und unsere Landesverteidigung schwächt, indem sie sich gegen die

- allgemeine Wehrpflicht
- das Milizsystem
- die Wehrgerechtigkeit

richtet und

- *ungleiches Recht schafft*
- *den Soldaten und die Armee diskriminiert*
- *die Einzelinteressen weniger Bürger vor das Gesamtinteresse stellt.*

Es gibt heute schon Lösungen für Bürger, die aus Gewissensgründen keinen bewaffneten Dienst leisten können: den waffenlosen Dienst innerhalb der Armee.

Internationaler Viertagemarsch in Nijmegen/Holland

Zum 20. Mal lädt Sie der SFHDV zur Teilnahme an diesem Grossanlass ein.

Teilnahmebedingungen

- Einteilung als FHD/Fhr (oder Reserve) der Schweizer Armee
- Gute Gesundheit
- Gute Kondition

Daten

17.–20.7.1984	Viertagemarsch
14.7.1984	
etwa 2100	Hinreise ab Basel SBB
22.7.1984	
etwa 0700	Ankunft in Basel SBB

Gemeinsame Trainingsanlässe

14.4.1984	Marsch um den Zugersee
19./20.5.1984	Zweitagemarsch Bern
2.6.1984	60 km-Lauf Burgdorf
30.6./1.7.1984	Abschlussstraining Elgg/ZH, 240 km individuelles Training

Meldeschluss

29.2.1984 (Nachmeldungen bedingt möglich)

Auskunft / Anmeldungen

Kolfhr Barbara Steyer, Buchenweg 43, 3186 Düringen, Tf 037 43 27 91



Aus den Verbänden

SFHDV Schweiz FHD Verband

25.2.1984 Zentralvorstandssitzung in Olten

Ehrenvolle Wahl

Hn Am 25. November 1983 hat die Präsidentenkonferenz der «Landeskonferenz militärischer Dachverbände» in Magglingen unsere Vizepräsidentin **DC Margret Dürler** einstimmig und mit grossem Applaus zur neuen Vorsitzenden ihres Arbeitsausschusses gewählt. Damit präsidiert innert kurzer Zeit zum zweitenmal eine Vertreterin des SFHDV das oberste ausserdienstliche Gremium, dem fast alle militärischen Dachverbände angeschlossen sind. (DC Monique Schlegel präsidierte den Arbeitsausschuss 1980/81). Die «Landeskonferenz» befasst sich mit allgemeinen Problemen der ausserdienstlichen Tätigkeit sowie mit internationalen

und wehrpolitischen Themen im Rahmen von Seminarien. Die Präsidentenkonferenz findet einmal jährlich statt. Wir gratulieren DC Margret Dürler ganz herzlich zu ihrer Wahl und wünschen ihr für diese neue Tätigkeit viel Erfolg.

AWM

Hn Am 24. November 1983 wurde in Bern die «Arbeitsgemeinschaft für gleiche Wehrpflicht und eine friedenssichernde Milizarmee» der Öffentlichkeit vorgestellt, die einen kompromisslosen Abstimmungskampf gegen die Zivildienstinitiative führen will. Der Arbeitsgemeinschaft sind das Forum Jugend und Armee, die Gesellschaft für fachliche Armeeeinformation, das Redressement national, die Schweizerische Arbeitsgemeinschaft für Demokratie (SAD), die Schweizerische Offiziersgesellschaft, der Schweizerische Unteroffiziersverband, **der Schweizerische FHD Verband** und der Verein zur Förderung des Wehrwillens und der Wehrwissenschaft beigetreten. Sie lehnt die Initiative ab, weil deren Hauptstossrichtung auf die faktisch freie Wahl zwi-

Veranstaltungskalender Calendrier des manifestations Calendario delle manifestazioni

Datum Date Data	Org Verband Association organ Associazione organ	Veranstaltung Manifestation Manifestazione	Ort Lieu Luogo	Anmeldung an / Auskunft bei Inscription à / Information de Iscrizioni a / Informazioni da	Meldeschluss Dernier délai Ultimo termine
25.3.84	ASSO Lausanne	Cours populaire de La Lécherette Trophée du Mont d'Or	La Lécherette/ Col des Mosses	sgtm Pierre Maurer Champ Rond 25 1010 Lausanne Tf 021 32 44 44	20.3.84
31.3./1.4.84	FF Trp	Übungstour	Piz Medel GR	Kdo FF Trp Alpindienst Papiermühlestrasse 20 3003 Bern	24.2.84
10.-14.4.84	FF Trp	Sommer Patr Fhr Kurs	Wiedlisbach	Do	15.3.84
19./20.5.84	UOV der Stadt Bern	25. Schweizerischer 2-Tage-Marsch	Bern	Sport Of SFHDV DC Bolliger A-K Rämelgässli 70 3067 Boll	
18./19.5.84	Geb Div 12	Sommer Meisterschaft Rottenlauf (2 FHD)	Luziensteig	Kdo Geb Div 12 Postfach 7001 Chur	1.4.84
19.5.84	Mech Div 1	Concours d'été en patr	Moudon	Chef Col Roulet P William-Barbey 15 1400 Yverdon-les-Bains	10.4.84
25./26.5.84	FF Trp	Sommerwettkämpfe Einzel/Patr Lauf	Bremgarten (AG)	Kdo FF Trp Militärsport Papiermühlestrasse 20 3003 Bern	13.4.84
7.7.84	F Div 7	So Mannschaftswettkampf 2-er Patr	Herisau	Kdo F Div 7, Postfach 9001 St. Gallen oder Sport Of SFHDV	25.4.84 15.4.84
17.-20.7.84		Viertagemarsch	Nijmegen/ Holland	Kolflr Steyer B Buchenweg 43 3186 Düdingen Tf 037 43 27 91	29.2.84

Trident
zur Freude aller Zähne
No.1 ohne Zucker
sans sucre

la joie de vos dents
Importers and Distributors R. C. ANDREA Ltd. 4144 Arlesheim

Gold de Luxe von NESCAFÉ GOLD.
Aus erlesenen Spitzenkaffees –
höchster Kaffeegenuss.

In unserer Risiko-
gemeinschaft
sind Sie
geborgen

Rentenanstalt

Wegweisend seit 1857. Alle Einzel- und Kollektiv-Versicherungen.